

Mis en oeuvre par

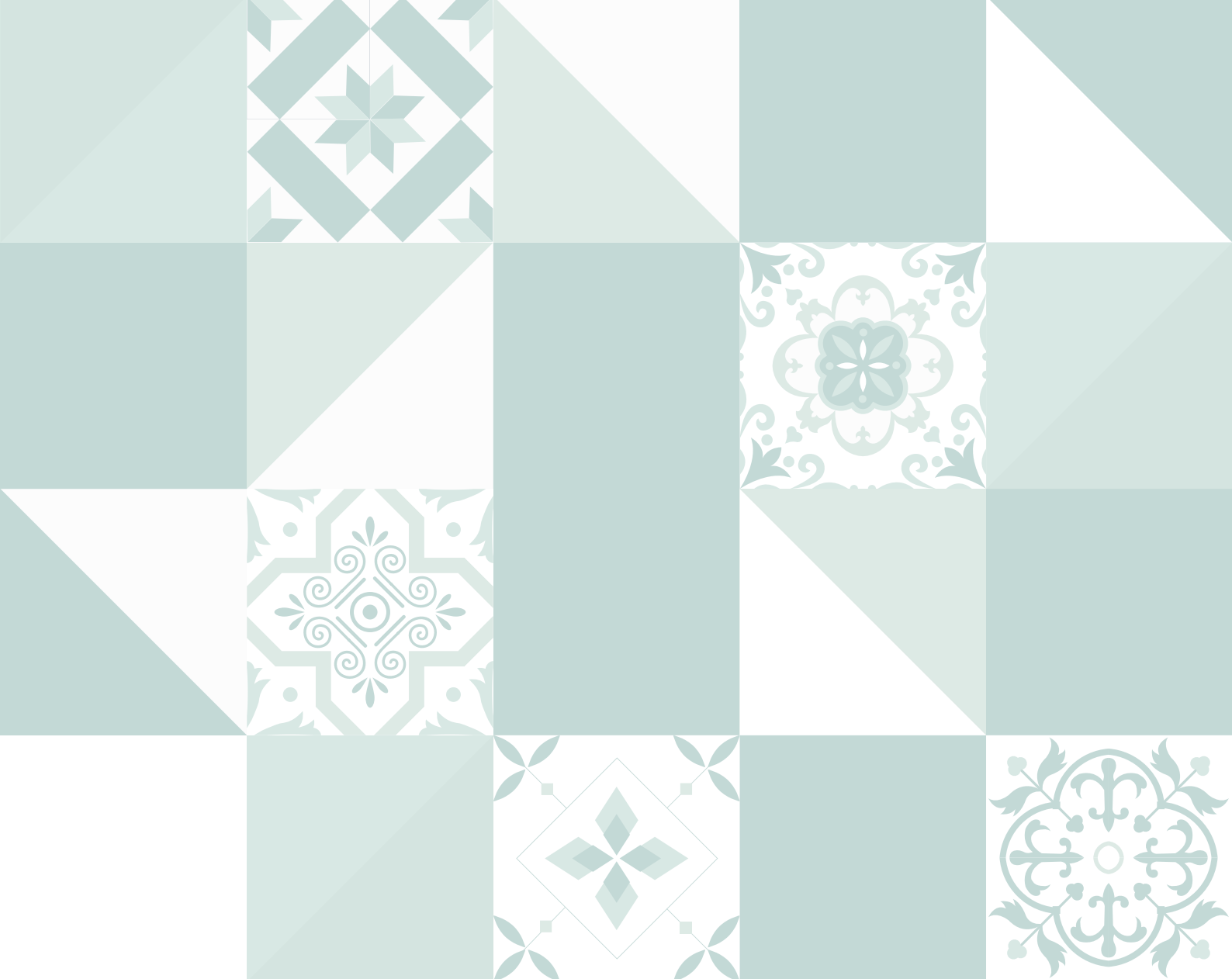


Financé par
l'Union européenne

Le changement climatique facteur de mobilité ?

Analyse des perceptions en Égypte, au Maroc et en Tunisie.





Principaux auteurs :

Alexis McLean, Nesrine Ben Brahim

Rapporteurs pays :

Farah Ghazal, Fadwa Rajouani

© Union européenne, 2023

Les informations et points exprimés dans cette étude sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne.

Les institutions et organes de l'Union européenne, ou toute personne agissant en leur nom, ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourra être faite des informations contenues dans cette étude.

Sommaire

Synthèse	4
1. Introduction	6
2. Méthodologie	8
2.1 Portée géographique.....	8
2.2 Principales sources.....	9
2.3 Entretiens avec les informateurs clés.....	9
2.4 Défis rencontrés et stratégie d'atténuation.....	10
3. Comment le changement climatique affecte-t-il la région ?	11
3.1 L'Afrique du Nord : Une zone climatique sensible.....	11
3.2 Événements soudains versus phénomènes à évolution lente.....	12
3.3 Importance des récits et des perceptions sur le changement climatique.....	13
4. Conclusions	14
4.1 Sensibilisation au changement climatique.....	14
4.2 Perceptions du changement climatique.....	17
4.3 Lien entre perceptions du climat et intentions de mobilité.....	19
4.4 Changement climatique et immobilité.....	21
Facteurs formels de l'immobilité.....	21
Facteurs informels de l'immobilité.....	22
Vulnérabilités résultant de l'immobilité.....	23
4.5 Réflexions sur les efforts d'adaptation et les tendances migratoires futures.....	24
5. Conclusions et recommandations	26
Bibliographie	28



Synthèse

L'intensité et le rythme du changement climatique sont une source d'inquiétude partout dans le monde. Les événements météorologiques font des ravages de plus en plus importants et évidents, poussant les décideurs politiques à prendre des mesures décisives pour sauvegarder les ressources naturelles et protéger les populations.

Dans ce contexte, il est devenu courant dans le discours public d'associer le changement climatique et ses effets à la migration et à la mobilité. En Europe et plus généralement, en Occident le changement climatique est souvent perçu comme l'élément déclencheur d'une nouvelle phase de mobilité à grande échelle en provenance des pays en développement. Les inondations, les sécheresses et autres catastrophes naturelles, ainsi que les déplacements de population qui en résultent, contribuent à renforcer l'idée selon laquelle le changement climatique et la mobilité sont indissociables.

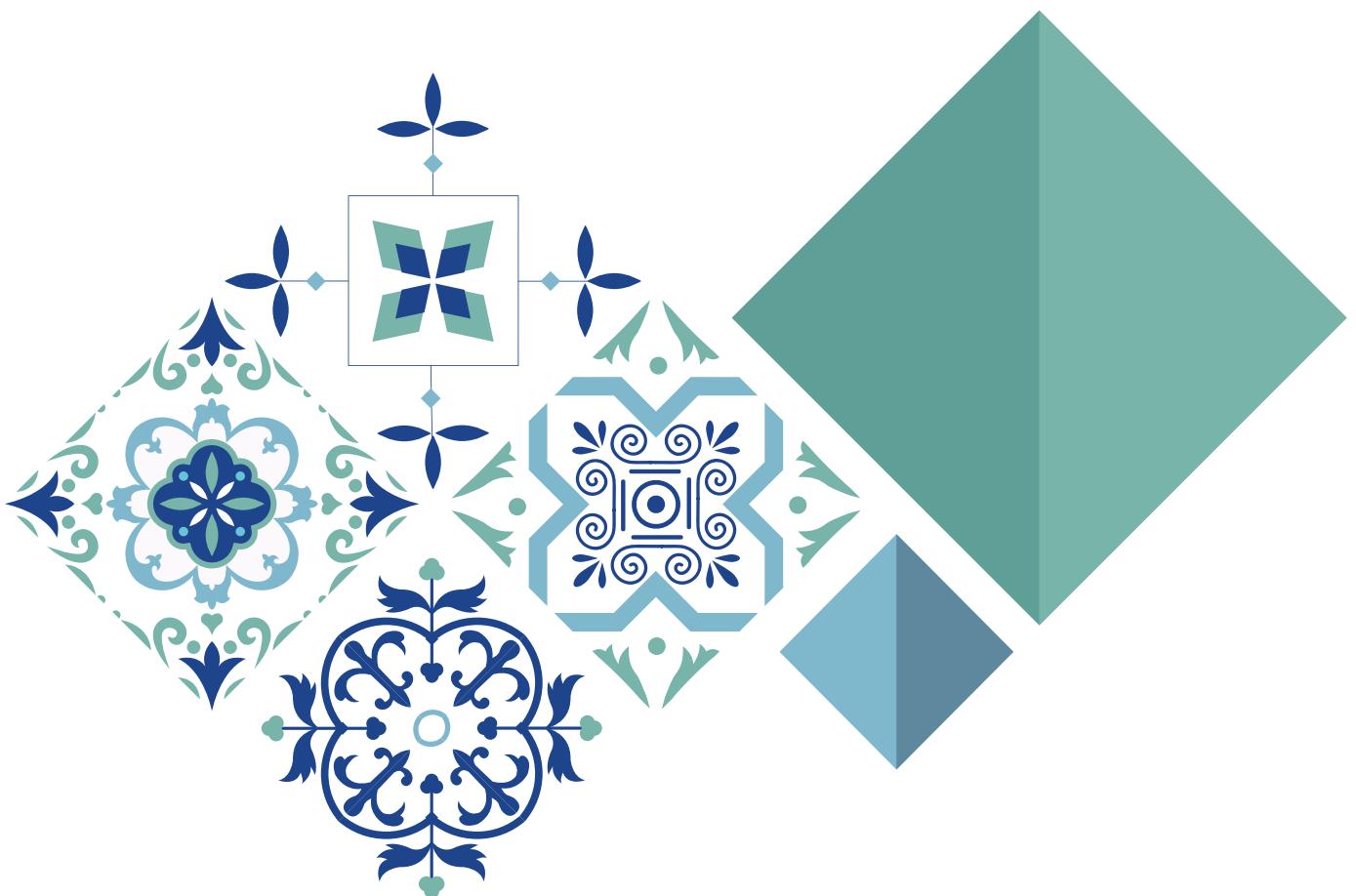
La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) fait face à de graves risques climatiques. En réalité, les projections scientifiques indiquent que la région se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale, exposant les populations locales à une série de menaces directement et indirectement associées au changement climatique. Toutefois, les implications de ce phénomène liées à la migration et la mobilité font l'objet d'une controverse. En effet, mesurer la mobilité climatique pose de nombreux problèmes, qu'il s'agisse d'évaluer la propension des gens à migrer ou d'identifier les obstacles à la mobilité.

La présente étude vise à prendre en compte les diverses perceptions et discours autour de la mobilité climatique dans trois pays différents : l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. En se basant sur les entretiens avec les parties prenantes, le présent travail vise à fournir aux décideurs politiques les indications permettant de comprendre la façon dont le débat public sur le lien entre le climat et la mobilité évolue dans ces pays. La recherche met en évidence la manière dont les personnes perçoivent les effets du climat et la manière dont ces perceptions influent sur les mécanismes de prise de décision liés à la mobilité. Ce faisant, elle vise à révéler les réalités complexes et singulières que les reportages actuels sur la mobilité climatique ont tendance à masquer.

Les conclusions de la présente étude peuvent être résumées comme suit :

- La région MENA est hautement exposée aux effets néfastes du changement climatique. Tout particulièrement, la pénurie d'eau est susceptible de s'aggraver en raison de la baisse des précipitations, de l'augmentation des températures et de la pollution des bassins et des cours d'eau. C'est pourquoi on s'attend généralement à ce que l'émigration pour des raisons climatiques s'intensifie ;
- Les recherches antérieures indiquent que la prise de conscience et la perception des risques influencent généralement les processus de prise de décision liée à la mobilité. Il s'agit notamment des risques liés au fait de rester sur place ou de se déplacer ;
- Les efforts de sensibilisation entre les parties prenantes consacrés à l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques portent des fruits : Les indicateurs de sensibilisation sur le changement climatique et de compréhension de ses effets sur les moyens de subsistance sont en hausse dans toute la région et dans les différents groupes démographiques ;
- Néanmoins, les principaux défis liés à la sensibilisation et aux perceptions demeurent : dans les trois pays, les problèmes environnementaux et le changement climatique sont pris en compte de manière isolée. Cette perception erronée affecte la capacité et la volonté des pays à aborder les causes profondes des contraintes écologiques ;
- Les campagnes institutionnelles de sensibilisation sur le climat sont souvent compromises par un ciblage et des moyens de communication inadéquats, ainsi que par des messages mal ciblés. Cela contribue à estomper l'interdépendance entre les efforts d'atténuation du changement climatique et la qualité de vie ;

- Bien que les gens ne mentionnent pas rapidement le climat comme motif de migration, cela ne signifie pas que les conditions climatiques sont exagérées dans le discours public. Au contraire, cela indique un manque d'efforts de contextualisation entre les problèmes économiques et les facteurs environnementaux qui les sous-tendent ;
- Dans le contexte du changement climatique, les personnes en provenance de zones rurales sont les plus enclines à aspirer à se déplacer ou à s'être déplacées à la suite d'événements météorologiques à évolution lente. Cela s'explique par les moyens de subsistance dans les zones rurales qui sont beaucoup plus sensibles aux changements climatiques que ceux des zones urbaines.
- Les obstacles à l'émigration jouent un rôle déterminant en façonnant les perceptions et en influençant les prises de décisions liées à la migration. Ces obstacles sont formels ou informels et varient en fonction du lieu, du statut et du groupe pris en compte.
- Les femmes sont au même moment plus exposées et plus sensibles aux effets du changement climatique. Toutefois, elles sont confrontées à des obstacles à la mobilité plus importants que les hommes, ce qui mine leur capacité et leurs perspectives d'adaptation au changement climatique.
- Les personnes vivant dans les zones affectées par le climat font preuve d'un fort attachement à leur terre, à leurs communautés et à leur identité locale. Cet attachement est par conséquent susceptible d'avoir un effet modérateur sur les intentions de migrer en dépit des profondes perturbations socioéconomiques auxquelles on assiste dans les zones rurales.



1. Introduction

Selon les statistiques, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) constituent l'une des zones les plus affectées par le changement climatique, avec des prédictions croissantes d'événements météorologiques extrêmes et de changements importants de température et des niveaux de la mer ainsi que de régimes pluviométriques fluctuants¹. Cependant, l'intérêt porté aux effets de ce changement climatique tend à mettre l'accent sur leur dimension scientifique et dans une moindre mesure, sur les implications pour le développement dans la région, notamment en termes de mobilité humaine. Au regard de cette dynamique, il est essentiel d'examiner la manière dont le changement climatique s'articule avec les défis actuels et potentiels de la région, tels que l'urbanisation, les déplacements humains, la sécurité alimentaire, la pénurie d'eau, le tout dans des contextes d'inégalité accrue aux plans social et économique.

À ce titre, comprendre comment le changement climatique affecte les migrations humaines, qu'elles soient planifiées ou non, nécessite une évaluation plus approfondie des décisions et des tendances en matière de migration, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, et de la manière dont la mobilité peut être conçue comme une réponse aux chocs climatiques. Fait intéressant, les enquêtes et témoignages des communautés touchées minimisent l'importance des facteurs climatiques dans les décisions de mobilité, bien que de nombreuses preuves attestent de l'impact négatif du changement climatique sur les opportunités et les moyens de subsistance des populations². Le présent rapport aborde cette contradiction apparente et analyse ce que le changement climatique signifie pour les différents groupes de la société, tels que les populations les plus marginalisées de la région, en particulier les femmes, les jeunes et les minorités.

En s'appuyant sur les recherches antérieures menées dans le cadre d'EMM5, le présent rapport s'intéresse aux communautés les plus exposées et à la manière dont le changement climatique est perçu comme affectant les moyens de subsistance et la vie des agriculteurs, par exemple, et dont il interagit avec la dynamique plus large de l'urbanisation et des mouvements de migration des campagnes vers les villes.

Plus précisément, l'étude s'interroge sur les points suivants :

- L'importance et la prise de conscience variables du changement climatique en tant que phénomène ayant un impact sur la région et les communautés qui la composent ;
- La diversité des perceptions et des expériences vécues de changement climatique et la manière dont celle-ci interagit avec les caractéristiques au niveau individuel ou des ménages ;
- Les politiques mises en œuvre actuellement et leur capacité à sensibiliser au changement climatique par le biais de campagnes de communication et de mobilisation ;
- L'incidence du changement climatique sur les processus de décision de migration, avec un accent particulier sur les facteurs relatifs aux moyens de subsistance.

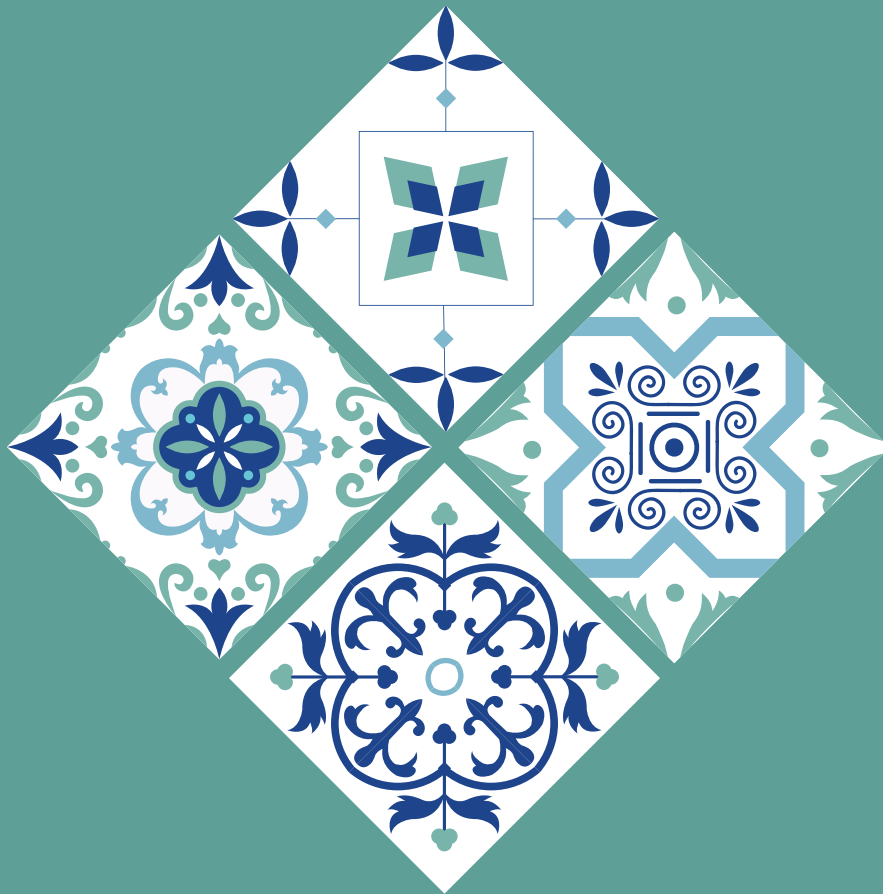
Sur cette base, les recommandations politiques du rapport sont orientées vers :

- Un meilleur ciblage et une meilleure portée des campagnes de sensibilisation sur le climat ;
- L'évaluation des vulnérabilités à la lumière des effets du climat et l'identification des groupes démographiques plus enclins à se déplacer ou à tenter de le faire en raison des effets du climat ;

¹ (Fawal, 2022)

² (Mixed Migration Centre, 2023)

- Une meilleure attribution des facteurs climatiques aux intentions de mobilité en fonction du contexte socioéconomique et des caractéristiques préexistantes des groupes ;
- La mise en évidence des domaines de développement et de recherche à approfondir pour traiter les vulnérabilités liées au climat et leurs conséquences sur la mobilité des personnes.





2. Méthodologie

2.1 Portée géographique

Les effets climatiques sont réputés pour varier considérablement d'un pays à l'autre. Au sein des pays, les observations relatives à la température, aux précipitations, à l'occurrence des catastrophes naturelles, etc., suivent des schémas très différents en fonction de la région considérée. Par conséquent, l'effet du changement climatique n'est pas ressenti de manière uniforme par les populations d'un territoire donné. Habituellement, les communautés côtières sont exposées à des problèmes tels que la montée du niveau de la mer et la salinisation pendant que les communautés vivant à l'intérieur des terres ou les pays enclavés sont confrontés à des défis différents. C'est la raison pour laquelle les solutions locales sont parfois présentées comme les instruments les plus efficaces pour l'action climatique.

Compte tenu de ces réalités complexes, le rapport se concentre sur trois contextes nationaux différents, comme études de cas permettant d'examiner la manière dont la sensibilisation et les perceptions du changement climatique interagissent avec les décisions et les aspirations en matière de migration. Les pays sélectionnés étaient, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie en raison de leur exposition à la menace multiforme du changement climatique et de leur rôle prépondérant dans les flux migratoires régionaux.

Pour le cas de l'Égypte en particulier, l'exemple de la COP27 organisée en novembre 2022 à Charm el-Cheikh offre l'occasion d'explorer plus en profondeur l'importance des questions climatiques dans les débats publics et la manière dont elles sont perçues par les différentes communautés du pays et au-delà. Le Maroc a également été au premier plan des débats mondiaux sur le changement climatique à la suite de la COP 22 organisée à Marrakech en novembre 2016 et des efforts accrus du pays pour renforcer ses investissements dans les énergies renouvelables et le financement vert³. La Tunisie constituait également un cas intéressant étant donné la vulnérabilité géographique du pays aux événements météorologiques et l'impact accru du changement climatique sur ses ressources en eau et ses terres arables.

En outre, les trois pays présentent des exemples pertinents bien que singuliers de vulnérabilité et d'exposition au changement climatique. Pris ensemble, ils regroupent les principaux risques climatiques actuels et prévisibles qui affectent la région méditerranéenne. En ce sens, l'expérience de ces pays concernant l'absorption et la réponse aux chocs climatiques est susceptible d'être utile au reste de la région.

Par ailleurs, il est important de souligner que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie sont des pays d'origine et de transit et de destination clés des migrants. Dans tous les trois pays, la mobilité est aussi bien une expérience vécue qu'un objet du discours social et politique. Il est donc particulièrement pertinent dans ce contexte d'étudier ce phénomène et la manière dont il est perçu à la lumière du changement climatique, et de déterminer si la mobilité est exacerbée par ce dernier.

³ (Christofaro, 2022)

2.2 Principales sources

La présente étude s'appuie sur les conclusions de données primaires et secondaires suivant une approche méthodologique mixte. Sur la base d'enquêtes réalisées par le Afrobarometer et l'Arab Barometer et de données qualitatives provenant d'entretiens semi-structurés menés en Égypte, au Maroc et en Tunisie, la présente étude se fonde sur des connaissances existantes et apporte un nouvel éclairage sur le lien entre le changement climatique, les perceptions du changement climatique et les décisions de migration. Dans le cadre de cette étude, le travail de terrain a été mené en Égypte au Maroc et en Tunisie, en se concentrant sur les parties prenantes pertinentes des différentes régions de chaque pays. Le travail de terrain s'est déroulé entre décembre 2022 et janvier 2023, et les entretiens ont été réalisés en ligne, en présentiel et par téléphone en arabe, en français et en anglais. Ce travail de terrain comprenait un total de 22 entretiens.

2.3 Entretiens avec les informateurs clés

Comme présenté ci-dessous, 9 entretiens ont eu lieu en Égypte, 8 au Maroc et 5 en Tunisie. L'identification et l'engagement des informateurs ont été effectués par les rapporteurs de pays en consultation avec l'équipe du projet.

Pays	Égypte	Maroc	Tunisie
Nombre d'entretiens	9	8	5

Les parties prenantes interrogées étaient constituées de représentants gouvernementaux, d'organisations de la société civile, d'organisations de migrants, d'organisations de développement international et d'experts universitaires travaillant sur les questions de changement climatique, environnementales et de mobilité dans les pays sélectionnés. Par souci de clarté, les parties prenantes ont été regroupées en trois grandes catégories à savoir, le monde universitaire et la société civile, les institutions publiques et les organisations internationales.

Secteur	Monde universitaire et société civile	Institutions publiques	Organisations internationales
Nombre d'entretiens	10	5	7

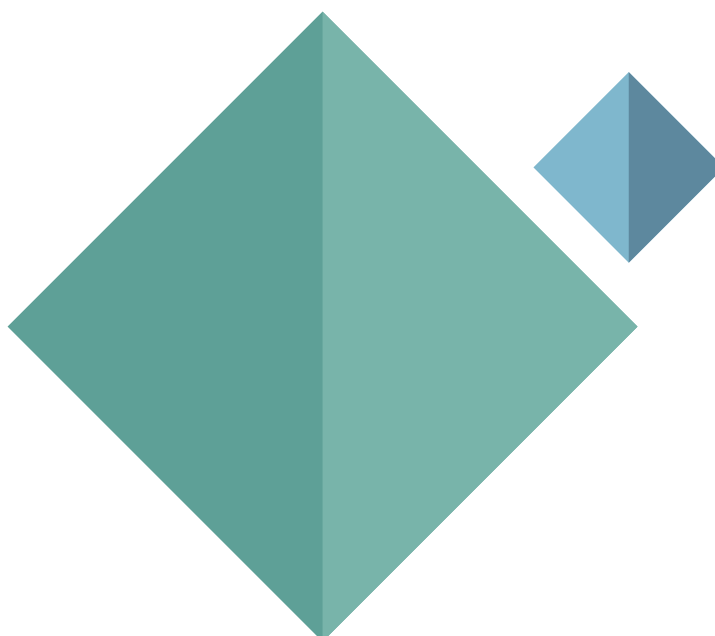
Les parties prenantes ont été sélectionnées principalement sur la base de leur arrière-plan et de leur expérience professionnelle dans la couverture des questions à l'étude. Le guide d'entretien a été conçu pour révéler les caractéristiques et les tendances liées à a) la sensibilisation et la perception du public sur le changement climatique b) la relation entre le changement climatique et la migration et la mobilité, tant aussi bien à l'interne qu'au niveau international.

Comme il a été expliqué précédemment, des réalités locales importantes continuent d'influencer les perceptions et les réactions au changement climatique, brouillant l'image au niveau national. C'est pourquoi les entretiens ont également permis de saisir certaines caractéristiques infranationales, en mettant l'accent sur les régions connues pour avoir été les plus touchées par le changement climatique et subissant des agressions environnementales tels que la pénurie d'eau qui menace les moyens de subsistance de différentes communautés.

2.4 Défis rencontrés et stratégie d'atténuation

Compte tenu des contextes sélectionnés, la majorité des parties prenantes interrogées possédaient une expertise sur des sujets liés au changement climatique ou à la migration. Cela reflète la structure du paysage politique dans les pays concernés et dans une plus large mesure l'organisation thématique autour de ces sujets. Certaines parties prenantes disposaient d'une expertise limitée sur les deux sujets à la fois, mais la majorité d'entre elles ont convenu qu'il était nécessaire d'adopter des approches multidisciplinaires plus polyvalentes pour explorer la question de la migration dans différents contextes nationaux et régionaux.

Les événements météorologiques et politiques récents ont influencé les réponses de certains participants sur les perceptions et l'importance du changement climatique dans le discours public. Dans le contexte égyptien, l'on estime que l'accueil de la COP27 et la médiatisation autour de cet événement ont permis de discuter des diverses campagnes et de sensibiliser le grand public sur le changement climatique comme facteur de mobilité. Dans le contexte tunisien, les faibles précipitations enregistrées au cours des mois précédant le travail de terrain⁴ ont affecté les impressions de certaines des personnes interrogées quant à l'importance du changement climatique. Toutefois, ces facteurs contextuels restent limités d'un entretien à l'autre et, dans la majorité des cas, représentent des exemples pertinents de situations où le changement climatique est perçu comme pertinent pour la mobilité.



⁴ (Amara & Abidellaoui, 2023)

3. 3. Comment le changement climatique affecte-t-il la région ?

3.1 L'Afrique du Nord : Une zone climatique sensible

Selon les prévisions, il faut s'attendre à ce que le changement climatique entrave la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) pour la région, et cela en provoquant de profondes perturbations socioéconomiques qui ne sont pas encore apparues au grand jour. Les experts s'accordent à dire que le changement climatique aggrave les inégalités existantes, dans la mesure où il remet en cause les fondements économiques des pays et intensifie la concurrence pour les ressources, les groupes à faible revenu et les plus vulnérables étant les principales victimes de ces perturbations⁵. On émet souvent l'hypothèse que le capital social et économique est un facteur clé pour une adaptation réussie au changement climatique, en soulignant le besoin de fournir une protection et une assistance aux communautés les plus affectées, notamment par le biais du financement climatique.

Plus précisément, les principaux défis mis en évidence par les experts du climat concernent la pénurie d'eau, la région MENA étant qualifiée de « plus touchée du monde par la pénurie d'eau ». La région est susceptible d'être parmi les premières du monde à « être à court d'eau », les ressources en eau s'épuisant plus rapidement qu'elles ne se reconstituent⁶. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) fait état d'une probabilité élevée de baisse des précipitations pour l'ensemble de l'Afrique du Nord en plus d'épisodes d'aridité et de sécheresse accrus observables et prévisibles d'ici à 2050⁷. L'on s'attend aussi à de la concurrence pour les ressources en eau comme conséquence des revendications antagonistes sur les ressources en eau. Plus spécifiquement, le Grand barrage de la Renaissance en Éthiopie est décrit par le gouvernement égyptien de menace existentielle pour la population égyptienne.


De plus, les spécialistes attirent régulièrement l'attention sur la dimension conflictuelle du changement climatique. Les études ont démontré des liens clairs entre la détérioration des conditions météorologiques et les affrontements intercommunautaires, l'escalade potentielle vers un conflit ouvert, avec parfois des implications transnationales. La pénurie aiguë des denrées alimentaires, telle qu'elle est vécue dans la Corne de l'Afrique, peut également être considérée dans une optique climatique, avec la détérioration et la perte

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) fait état d'une probabilité élevée de baisse des précipitations pour l'ensemble de l'Afrique du Nord en plus d'épisodes d'aridité et de sécheresse accrus observables et prévisibles d'ici à 2050

5 (Wehrey & Fawal, 2022)

6 (Rutger Willem Hofste, 2019)

7 (IPCC 2022)



des cultures en raison de réserves d'eau insuffisantes. À cet égard, on soutient que le climat, les conflits et la sécurité alimentaire doivent être vus comme des facteurs de mobilité humaine qui se renforcent mutuellement et se cumulent, plutôt que comme des facteurs distincts. Même si elle est moins exposée à l'insécurité alimentaire, l'Afrique du Nord a habituellement été touchée par des déplacements liés aux conflits et à l'alimentation en provenance de son voisinage sud.

3.2 Événements soudains versus phénomènes à évolution lente

La relation entre l'effet du changement climatique et la décision de migration est complexe. Les effets du changement climatique ainsi que d'autres facteurs de mobilité, notamment les facteurs environnementaux, peuvent être explorés à travers deux courants différents. Le lien direct entre le changement climatique et les déplacements est parfois visible à travers le prisme des désastres soudains tels que les tempêtes ou les inondations qui ont pour conséquence le déplacement immédiat des populations, lequel, en fonction de la gravité de l'événement, s'avère être un mouvement à court terme sur une courte distance⁸. Une autre relation moins évidente entre la migration et le changement climatique s'inscrit dans le contexte des changements climatiques à plus long terme et progressifs, affectant certaines populations plus que d'autres. Il est aussi plus difficile d'établir le lien entre les facteurs environnementaux et les populations qui ne sont pas en mesure de se déplacer, ou les schémas de mobilité des personnes qui ont déjà une expérience migratoire.⁹

Les connaissances sur la façon dont les agressions environnementales influencent les effets de la migration sont parcellaires. Selon la Banque mondiale la région de l'Afrique du Nord devrait accueillir jusqu'à 19 millions de migrants internes du climat d'ici à 2050, principalement en raison des événements à évolution lente¹⁰. L'Initiative pour la mobilité climatique en Afrique (ACMI) prévoit 113 millions de migrants pour le continent dans l'ensemble d'ici à 2050, dont 1,2 million seulement franchiraient les frontières¹¹. Les prévisions sont particulièrement difficiles à établir puisqu'elles reposent sur des scénarios climatiques qui dépendent eux-mêmes des niveaux d'émission de carbone qui fluctuent. Les spécialistes imputent les difficultés à mesurer la mobilité climatique à la résilience et à l'attachement, qui semblent être un facteur négligeable. Les interventions de l'État sont également déterminantes pour lutter contre les effets du changement climatique et réduire les pressions incitant à l'émigration au sein des populations touchées.

Dans les trois pays à l'étude, le lien entre le climat et la mobilité est principalement associé à l'accès à l'eau douce. Les agriculteurs et les communautés des zones rurales sont aux prises avec l'appauvrissement des ressources en eau. Il est possible que cette situation résulte de la baisse des précipitations et de l'épuisement des nappes phréatiques dans le cas du Maroc et de la Tunisie ou à la baisse du débit fluvial dans le cas de l'Égypte. En conséquence, tous les trois pays sont particulièrement en proie à l'exode

Dans les trois pays à l'étude, le lien entre le climat et la mobilité est principalement associé à l'accès à l'eau douce.

8 (Horwood, 2023)

9 (Lubkemann, 2008)

10 Communiqué de la Banque mondiale (2021)

11 (African Climate Mobility Initiative, 2023)

rural, un phénomène qui semble être renforcé par la détérioration actuelle des conditions agricoles dans les zones rurales¹². Conformément aux prévisions de la région, ces pays font face à des niveaux élevés de migration interne, les études montrant que la pénurie d'eau contribue à accélérer les processus d'urbanisation déjà enclenchés. Par ailleurs, l'augmentation du niveau de la mer est perçue comme un facteur important pour la région, tout particulièrement en Tunisie et en Égypte. La perte des terres en raison de la montée des eaux du Delta du Nil par exemple devrait affecter 50 % des zones côtières d'ici à 2100. Bien que progressive, l'étendue d'une telle perte pourrait apporter des changements majeurs au sein des populations¹³.

3.3 Importance des récits et des perceptions sur le changement climatique

Selon des évaluations de preuves antérieures menées en s'intéressant au lien entre le changement climatique et la migration, les récits et les perceptions sont l'une des voies qui relient les deux¹⁴. D'autres études révèlent qu'il existe des preuves solides démontrant que les discours et les perceptions du changement climatique, les chocs météorologiques et l'environnement local ont un impact sur la migration.

Des travaux réalisés dans divers lieux ont permis de faire ressortir deux observations majeures : La première étant que la *conscience* (ou connaissance) de l'évolution du climat n'est pas un indicateur constant des intentions de migration. La seconde étant que les *perceptions* d'un climat changeant, souvent façonnées à la suite d'une expérience personnelle ou d'une exposition, sont beaucoup plus susceptibles d'être reconnues comme jouant un rôle dans les décisions de migration. Dans cette optique, il est nécessaire d'étudier les discours sur le changement climatique et leur influence sur les perceptions du phénomène par les gens afin de mieux comprendre si et comment les considérations climatiques sous-tendent les aspirations et les décisions de migration.

Les populations de la région MENA tendent à prendre au sérieux le changement climatique. Les résultats de l'enquête montrent que ces questions trouvent échos auprès des décideurs politiques tout comme dans l'ensemble de la société. Étant donné que les conditions de vie dans les trois pays sont marquées par des différences nettes, les populations ne sont pas exposées de manière uniforme aux effets du changement climatique. Et parmi celles qui sont exposées, certaines sont plus directement affectées que d'autres. Cette situation donne lieu à une multitude de rapports sur la question, notamment à des niveaux disparates de prépondérance et de menaces perçues ainsi que des points de vue divergents sur les voies et moyens permettant de les traiter. Le présent rapport vise à examiner ces points de vue et la manière dont l'impact des perceptions climatiques sur les migrations s'applique dans ce contexte de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie.

Les perceptions d'un climat changeant, souvent façonnées à la suite d'une expérience personnelle ou d'une exposition, sont beaucoup plus susceptibles d'être reconnues comme jouant un rôle dans les décisions de migration.

¹² (McLean, 2022)

¹³ (Ministry of Planning and Economic Development and UNDP, 2021)

¹⁴ (Selby & Daoust, 2021)

4. Conclusions

4.1 Sensibilisation au changement climatique

Le Afrobarometer¹⁵ définit les populations sensibilisées au changement climatique comme des personnes qui ont entendu parler du changement climatique, comprennent qu'il a des conséquences négatives et reconnaissent qu'il peut être causé, au moins en partie, par l'activité humaine¹⁶. L'importance des connaissances de base sur le climat réside dans son potentiel à fournir des réponses éclairées au sujet du changement climatique¹⁷. Habituellement, le niveau d'instruction est le meilleur indicateur qu'une personne possède les connaissances de base sur le changement climatique.

Au Maroc, on estime que 29 % des personnes possèdent pleinement des connaissances de base sur le climat. Ces taux sont les plus élevés chez les détenteurs de diplômes post-secondaires, ainsi que chez les jeunes générations par rapport aux plus âgées. Les répondants résidant en ville ont également été déclarés comme possédant plus de connaissance de base sur le climat et étant plus sensibilisés, et comparativement plus d'homme que de femmes.¹⁸ Les connaissances de base sur le climat sont significativement plus faibles en Tunisie, avec un pourcentage de 15 % seulement des répondants¹⁹.

Les parties prenantes interrogées dans tous les trois pays supposent que le changement climatique gagne du terrain en tant que sujet dans les débats de société, citant le travail de plaidoyer des organisations environnementales ou les messages des entreprises par le biais de campagnes de marketing « vert », ainsi que l'exposition des populations aux forums de discussion mondiaux, comme explication de cette évolution récente.

Pour illustrer ce point, les résultats de l'enquête du Arab Barometer réalisée en 2019 révèlent que 68 % des Tunisiens, 64 % des Marocains et 62 % des Égyptiens considèrent le changement climatique comme un problème grave²⁰. En l'occurrence, 40 % des Marocains, et 52 % des égyptiens s'attendent à ce que leurs gouvernements prennent davantage de mesures pour lutter contre le changement climatique.

Les parties prenantes interrogées dans tous les trois pays supposent que le changement climatique gagne du terrain en tant que sujet dans les débats de société, citant le travail de plaidoyer des organisations environnementales ou les messages des entreprises par le biais de campagnes de marketing « vert », ainsi que l'exposition des populations aux forums de discussion mondiaux.

15 Le Afrobarometer est un réseau de recherche panafricain qui met en œuvre des études représentatives à l'échelle nationale sur la base d'enquêtes en face-à-face.

16 (Selormey, Dome, Osse, & Logan, 2019)

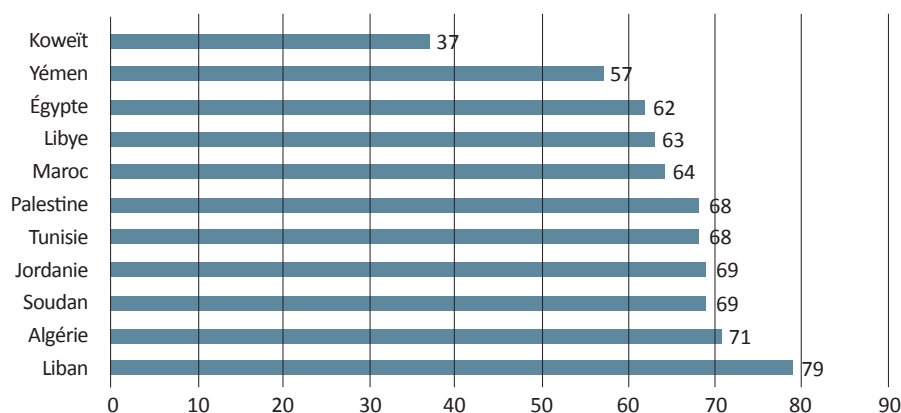
17 (The Conversation, 2021)

18 (Abderebbi, 2020)

19 (Edem E. Selomey, 2019)

20 (Raz, 2020)

*Graphique 1 Dans quelle mesure le problème du changement climatique est-il grave ?
Pourcentage affirmant qu'il est un problème très ou assez grave*



En dépit de ces indicateurs encourageant, un écart important persiste entre la sensibilisation des populations au changement climatique et la capacité de l'associer aux difficultés socioéconomiques auxquelles ils sont souvent confrontés. Les données de l'enquête prouvent que dans le contexte nord-africain, les préoccupations majeures sont relatives à la gestion de l'eau et des déchets plutôt qu'au changement climatique en soi.

L'accès à l'eau surpasse de loin tous les autres problèmes environnementaux. 96 % des Égyptiens, 92 % des Tunisiens et 83 % des Marocains déclarent être assez ou très préoccupés par la pollution de l'eau. Dans l'ensemble de la région MENA, 70 % des personnes considèrent la pollution de l'eau comme un problème très sérieux alors que seulement 35 % d'entre elles font état d'un niveau d'inquiétude équivalent à l'égard du changement climatique²¹. La gestion des déchets figure aussi comme une source de mécontentement public avec 65 % de personnes affirmant qu'il s'agit d'un problème très grave. Dans tous les résultats, la sensibilisation au changement climatique est en corrélation positive avec le niveau d'instruction, les répondants très instruits démontrant continuellement des niveaux de préoccupation comparativement plus élevés à l'égard des problèmes environnementaux.

Cela témoigne d'une perception générale erronée selon laquelle le changement climatique et les risques tels que la pollution de l'eau et l'accumulation de déchets ne sont pas liés. Malgré les très nombreuses preuves établissant le lien entre le changement climatique et l'eau par exemple, la perception prédominante est que le changement climatique est un concept abstrait qui interagit rarement avec la vie quotidienne des personnes. C'est ainsi que les communautés sont moins enclines à attribuer une dégradation des conditions de vie, notamment des aspects sanitaires, économiques et sociaux aux facteurs climatiques, réduisant ainsi de manière significative le champ d'application favorable à une action efficace. Les écarts de niveaux d'études montrent qu'investir dans l'éducation à l'environnement ou la défense de l'environnement est crucial pour révéler ces liens et clarifier les effets pernicieux du changement climatique au public plus large.

Dans l'ensemble de la région MENA, 70 % des personnes considèrent la pollution de l'eau comme un problème très sérieux alors que seulement 35 % d'entre elles font état d'un niveau d'inquiétude équivalent à l'égard du changement climatique .

La perception prédominante est que le changement climatique est un concept abstrait qui interagit rarement avec la vie quotidienne des personnes.

21 (Green, 2019)

Dans le contexte du changement climatique, les campagnes lancées auprès de différents publics restent importantes pour accroître la sensibilisation générale et les connaissances de base sur ces questions, qui sont toutes deux des moteurs des efforts d'adaptation au climat. Même si les gouvernements nord africains ont développé des campagnes d'information visant à la sensibilisation au changement climatique, et à la pénurie des ressources en eau, de nombreuses parties prenantes ont souligné que ces campagnes manquaient d'atteindre une grande partie du public visé en raison des canaux utilisés, du langage utilisé et des recommandations fournies.

Ces campagnes manquaient d'atteindre une grande partie du public visé en raison des canaux utilisés, du langage utilisé et des recommandations fournies.


Par exemple, dans le contexte d'une initiative gouvernementale d'envergure, une campagne d'information a été lancée dans une métropole de la région dans le but de sensibiliser à la protection des espaces verts urbains, à travers la promotion d'un comportement individuel respectueux de l'environnement et civique. Cette campagne exhortait les citoyens à ne pas jeter leurs déchets et pratiquer le recyclage des déchets ménagers.

Malgré ces intentions louables, les parties prenantes ont rapporté que la campagne a manqué ses objectifs de sensibilisation et de changement comportemental. L'une des raisons expliquant ce manque d'impact concerne la faible exposition du public visé aux chaînes d'information privilégiées pour la diffusion des spots de la campagne. En outre, il est ressorti un sentiment de ne pas posséder les moyens nécessaires afin de mettre en pratique les recommandations de la campagne. Les parties prenantes ont, à cet égard, souligné que les limites structurelles des infrastructures de gestion des déchets rendent ces recommandations inexploitable. Les entretiens ont également montré que l'accent mis par les campagnes sur les économies d'énergie, l'utilisation de produits écoresponsables ou d'autres recommandations ne prenait pas en compte les préoccupations ou les modes de consommation des populations, principalement des ménages à faibles revenus. Enfin, la campagne a été décrite par les parties prenantes comme mettant une emphase excessive sur la responsabilité individuelle plutôt que de fournir des solutions systémiques et collectives face aux défis de la dégradation environnementale.

Il demeure en outre une perception marquante, particulièrement en Égypte, que le changement climatique revêt une importance moindre en tant que sujet par rapport à d'autres questions considérées plus urgentes affectant les migrants internes ou les communautés rurales, telles que la protection et les conditions de travail. Une partie prenante a mentionné qu'au cours de ces dernières années, le sujet du changement climatique était devenu largement exploité et politisé dans les discours publics ce qui a entraîné un sentiment de saturation.

Au Maroc, la portée des campagnes d'information visant à sensibiliser au changement climatique a été décrite par une partie prenante comme étant limitée. Cela s'explique principalement par le recours aux chaînes des médias officiels qui ne jouissent pas d'un large auditoire. Une autre partie prenante a fait ressortir que les campagnes au Maroc étaient généralement adaptées pour les enfants ou les responsables gouvernementaux, mettant ainsi à l'écart le public d'âge moyen et les groupes clé comme les scientifiques. Dans l'ensemble, la couverture du sujet dans le discours public a augmenté au cours de ces dernières années en raison de mouvements sociaux et d'un nombre sans cesse croissant d'organisations de la société civile et d'ONG actives sur le terrain.

L'initiative « À l'école du climat » au Maroc fournit un exemple particulièrement éloquent d'engagement de la société civile dans ce domaine. Ce projet a été mené dans la région d'Agadir, une zone agricole particulièrement vulnérable à la sécheresse, à la désertification, aux précipitations soudaines et à d'autres fortes pressions climatiques. Mise en œuvre par



l'Association des enseignants des sciences de la vie et de la terre du Maroc (AESVT) en coopération avec le GIZ, cette initiative visait principalement à impliquer les élèves de la région dans les défis environnementaux de la région, en soulignant leurs implications sociales et économiques pour les communautés de la région. L'action est principalement axée sur la promotion de l'éducation et la sensibilisation au climat, surtout parmi les jeunes par le biais de campagnes d'information et de sensibilisation en plus de formations dans les écoles et parmi les professionnels de l'éducation de l'administration publique et des associations. Grâce à ces formes d'engagement, 4 400 enseignants et éducateurs, 33 500 élèves et 68 associations ont pu être exposés à des activités visant à les mobiliser et à les former. Au-delà de ces chiffres, l'initiative « À l'école du climat » marque une étape importante vers l'institutionnalisation et la sensibilisation à l'éducation au climat dans le cursus scolaire marocain²².

Outre les campagnes de sensibilisation publique, des efforts visant les écoles primaires et les écoles secondaires ont été réalisés par le biais d'activités de sensibilisation et de vulgarisation. Par ailleurs, les établissements d'enseignement supérieur offrent de plus en plus de programmes académiques adaptés dans les domaines du développement durable, de la préservation de l'environnement ou comme dans le cas du Maroc, des énergies renouvelables. En Tunisie, une partie prenante a mis en avant des efforts similaires dans les écoles secondaires concernant la création de clubs de jeunesse consacrés aux activités de sensibilisation au changement climatique.

Outre les campagnes de sensibilisation publique, des efforts visant les écoles primaires et les écoles secondaires ont été réalisés par le biais d'activités de sensibilisation et de vulgarisation.

Au Maroc et en Tunisie, des journées spécifiques servent d'opportunités pour sensibiliser à la question du changement climatique, bien qu'elles soient généralement de courte durée et ne s'inscrivent pas dans des campagnes de changement de comportement. Les campagnes de sensibilisation ont généralement lieu durant les journées de la Terre, les journées des arbres ou d'autres événements politiques importants dans chacun des pays. Au Maroc, des cas de collaboration entre différentes parties prenantes d'OSC et d'institutions gouvernementales en vue de l'organisation d'initiatives de sensibilisation ont été rapportés.

4.2 Perceptions du changement climatique

Une série de facteurs influencent les perceptions des impacts du changement climatique. En Afrique du Nord, les perceptions sont parfois influencées par la mesure dans laquelle les moyens de subsistance sont exposés et dépendent des variations de températures et des pluies. Comme mentionné plus haut, la région souffre de pénurie d'eau chronique, une situation qui a longtemps constitué un handicap pour l'agriculture à petite échelle et aggravé la marginalisation économique des zones rurales. Il a été démontré que l'effet préjudiciable de l'aridité des sols et de la détérioration environnementale en général impacte directement les revenus et le bien-être des agriculteurs²³. Les communautés impliquées dans l'agriculture ou l'élevage ont par conséquent plus de chances de ressentir les changements dans les précipitations et la raréfaction des ressources associées étant donné que leurs revenus en dépendent.

²² (Climate Chance)

²³ (Wodon, 2014)

En revanche, à cause d'une dépendance beaucoup moins immédiate vis-à-vis des ressources naturelles, les citoyens sont moins susceptibles de subir des pertes économiques résultant du changement climatique ou de se déclarer affectés par le changement climatique. C'est pourquoi les perceptions du changement climatique ont tendance à reposer largement sur les considérations liées aux moyens de subsistance (agriculture et autre que l'agriculture), et au lieu de résidence (urbain ou rural).

Les perceptions des effets du changement climatique peuvent également être influencées par l'accès à l'irrigation ou d'autres technologies économes en eau, qui pourrait porter secours aux zones touchées et contribuer à atténuer l'intensité des épisodes de sécheresse²⁴. En ce sens, les stratégies de résilience individuelles et collectives ainsi que la construction d'infrastructures d'adduction d'eau, notamment les barrages et les puits, est cruciale pour garder les cultures et la production animale hors de danger. Les parties prenantes ont également souligné que les réponses de l'État, que ce soit par le biais d'un système d'alerte précoce ou de la fourniture d'une assistance ex post (équipements ou fonds), font une grande différence dans la façon dont les gens font face à la crise climatique dans les zones rurales.

Dans l'ensemble des pays à l'étude, les niveaux de perception ont été décrits comme étant corrélés avec les caractéristiques sociodémographiques des individus ou des ménages. Au Maroc, les parties prenantes ont mentionné que les femmes sont particulièrement conscientes du changement climatique et de ses conséquences en raison du rôle qu'elles ont dans le ménage. Cela est d'autant plus vrai dans les zones rurales et les oasis, où les femmes sont chargées de recueillir l'eau, de s'occuper des animaux de la ferme et de travailler la terre, leur proximité avec ces différents éléments les rend plus susceptibles de remarquer les changements liés au climat. Ce point de vue a été réitéré par les parties prenantes en Tunisie qui ont mentionné que de nombreuses femmes en milieu rural n'ont peut-être pas le vocabulaire nécessaire pour traduire leurs observations en termes d'effets du changement climatique, mais qu'elles sont néanmoins témoins de ces changements.

Des comparaisons similaires ont été établies entre les jeunes générations et les générations plus âgées. En Égypte, les jeunes gens instruits ont été décrits comme disposant de plus de connaissances de base sur le changement climatique, ce qui signifie qu'ils ont une meilleure compréhension de la manière par laquelle l'activité humaine affecte le changement climatique. Par contre, la génération plus âgée, tout particulièrement les moins instruits s'appuierait sur les expériences personnelles du climat et des événements météorologiques pour faire le lien entre le changement climatique et ses conséquences sur les moyens de subsistance. Ces résultats sont conformes aux résultats de Afrobarometer selon lesquels les niveaux d'instruction sont fortement corrélés au fait d'être instruit sur le changement climatique.

Dans tous les pays étudiés, les parties prenantes ont souligné que le contraste dans la prise de conscience directe du changement climatique est plus marqué entre les communautés rurales et urbaines, mettant en évidence l'effet différé des pénuries d'eau dans les villes, par rapport aux habitations rurales. Ces considérations sont utiles pour encadrer les perceptions du changement climatique même si la pénurie d'eau est un problème qui touche tous les groupes sociaux et géographiques, il est existentiel uniquement pour les personnes exposées à ses manifestations les plus flagrantes, notamment les agriculteurs

Au Maroc, les parties prenantes ont mentionné que les femmes sont particulièrement conscientes du changement climatique et de ses conséquences en raison du rôle qu'elles ont dans le ménage.

Dans tous les pays étudiés, les parties prenantes ont souligné que le contraste dans la prise de conscience directe du changement climatique est plus marqué entre les communautés rurales et urbaines, mettant en évidence l'effet différé des pénuries d'eau dans les villes, par rapport aux habitations rurales.

24 (Parsons & Chann, 2019)

et les éleveurs, les femmes et les jeunes. Pour ces raisons, ces segments particuliers dans les trois pays sont plus susceptibles de percevoir les effets néfastes sans cesse croissants engendrés par l'agression environnementale et de les attribuer en conséquence.

4.3 Lien entre perceptions du climat et intentions de mobilité

Les parties prenantes interrogées dans le cadre de la présente étude attribuent en grande partie la migration dans la région aux facteurs socioéconomiques. Suivant les connaissances conventionnelles sur la question, les aspirations de migration découlent principalement d'un manque perçu d'opportunités économiques dans les lieux d'origine, les questions de gouvernance et/ou l'absence d'infrastructures éducatives étant également signalées comme des motivations courantes pour émigrer. Il a été constaté que les facteurs liés aux moyens de subsistance s'appliquent de manière cohérente, quelle que soit la dimension du voyage (mobilité interne ou internationale) et quel que soit le groupe de migrants considéré (migrants entrants ou sortants). Par exemple, on estime que les migrants subsahariens au Maroc ont été motivés par l'espoir d'augmenter leurs perspectives d'emploi et de revenus par rapport aux opportunités disponibles dans leurs pays d'origine. De manière significative, plus de la moitié des Marocains à l'étranger (53,7 %) disent avoir émigré dans la perspective de meilleures offres d'emploi ou d'améliorer leurs conditions de vie. L'éducation vient en second lieu (25 %) comme motivation de migration déclarée parmi les expatriés interrogés²⁵.

En règle générale, les parties prenantes des trois pays font état de difficultés à discerner clairement la mobilité inspirée par des impératifs climatiques. Le changement climatique s'infiltré progressivement dans les structures environnementales, entraînant une détérioration globale des niveaux de vie et/ou exacerbant les difficultés socioéconomiques préexistantes. Les populations affectées ne semblent pas toujours faire le lien entre cette dégradation et le changement climatique, bien qu'elles se concentrent et blâment plutôt ses manifestations les plus tangibles et les plus évidentes. Une partie prenante égyptienne explique que des agriculteurs de la région du Delta d'Égypte, étant confrontés à la prolifération des organismes nuisibles (une conséquence de l'augmentation des températures) ont doublé leur utilisation de pesticides, diminuant ainsi la fertilité de la terre par la pollution des eaux souterraines. La perte des revenus et l'impact qui en découlent sur les décisions subséquentes sont rarement imputés au changement climatique et ses ramifications complexes.

Pareillement, les migrants aspirants ou actuels ne font pas systématiquement le lien entre leurs projets d'émigrer et un changement dans le climat. Cela concorde avec les résultats des différentes enquêtes administrées sur le sujet dans les zones affectées par des événements météorologiques à évolution lente : Au lieu d'attribuer la mobilité aux facteurs environnementaux, les individus interrogés sont plus enclins à déclarer la détérioration des conditions économiques comme le principal facteur qui oriente leur processus de prise de décision. Les parties prenantes soutiennent que ces résultats non concluants n'attestent pas que les facteurs climatiques de la migration sont surestimés. Au

Les populations affectées ne semblent pas toujours faire le lien entre cette dégradation et le changement climatique, bien qu'elles se concentrent et blâment plutôt ses manifestations les plus tangibles et les plus évidentes.

25 (Haut-Commissariat au Plan, 2020)

contraire, ces affirmations attirent l'attention sur la difficulté pour les populations étudiées de contextualiser et de traduire en des termes scientifiques ou sociaux la dégradation de leur environnement immédiat. Une partie prenante recommande de formuler des questions de recherche qui correspondent mieux à la description des événements par les populations tout en évitant un jargon technique ou politique.

Pourtant, même en l'absence de données fiables, la perception générale d'après laquelle les conditions climatiques jouent un rôle déterminant dans les aspirations et les décisions de mobilité gagne du terrain. Très souvent, elle est alimentée par des rapports bien en vue portant sur la sécheresse en zone rurale, qui ramènent les sujets liés à l'agriculture et la sensibilité climatique de l'existence en milieu rural au-devant des débats publics. Les parties prenantes ont par exemple souligné que la mauvaise récolte de mangues en 2021 à Ismaïlia, en Égypte, a eu un impact direct sur les processus de prise de décision des populations locales. La plupart des jeunes agriculteurs se seraient réinstallés dans les zones urbaines du pays pour tenter de compenser les lourdes pertes subies, ce qui démontre les implications pratiques en termes de mobilité des risques climatiques imprévus.

Historiquement, la mobilité des personnes dans la région est étroitement liée aux variations structurelles et naturelles soudaines de leur environnement. Aujourd'hui, les modèles de mobilité liés au climat sont caractérisés et façonnés par leur intégration dans les processus contemporains de concentration économique et politique. Les données de la région, ainsi que les résultats des entretiens avec les parties prenantes, montrent que les facteurs climatiques représentent une part substantielle des mouvements internes observés dans les pays, malgré le manque de données comparatives. Certaines études ont par exemple estimé que les conditions climatiques pourraient représenter jusqu'à 20 % des flux internes du Maroc²⁶.

Les témoignages de mouvements des populations rurales vers les villes et les taux d'urbanisation surprenants, notamment pour les grandes villes comme le Caire ou Casablanca, révèlent de plus en plus des difficultés à joindre les deux bouts à la campagne, ainsi que le pouvoir d'attraction persistant des centres urbains modernes et leurs promesses d'emploi, d'éducation et de prospérité. Les parties prenantes déclarent que les nouveaux habitants des villes sont composés de manière disproportionnée de ruraux qui sont partis en raison des pressions environnementales et dont la décision de s'installer en ville était motivée par l'espoir de travailler dans le secteur non agricole. Une partie prenante fait par exemple ressortir que des paysans de la zone de Marsa Matrouh, au nord de l'Égypte se sont récemment réinstallés au Caire ou à Gizeh dans l'espoir de travailler dans le domaine des services ou d'autres petits emplois, après que les fortes températures et la sécheresse aient détruit leurs cultures fourragères.

Les réponses obtenues dans les trois pays indiquent la vulnérabilité particulière des zones rurales aux agressions climatiques et leur importance particulière lorsqu'on aborde le sujet de la mobilité dans le contexte du changement climatique. À la différence des villes, les zones rurales offrent peu de perspectives pour des emplois non-agricoles intéressants ou des possibilités d'étude. De plus, ces espaces sont habituellement structurellement marginalisés, à l'écart des flux économiques et d'investissement et ne sont pratiquement pas pris en compte dans la planification du développement. Pour les agriculteurs aux prises avec la détérioration des terres, la migration est parfois perçue comme l'une des rares alternatives permettant de maintenir une source de revenu. Dans cette optique,

Au contraire, ces affirmations attirent l'attention sur la difficulté pour les populations étudiées de contextualiser et de traduire en des termes scientifiques ou sociaux la dégradation de leur environnement immédiat.

Aujourd'hui, les modèles de mobilité liés au climat sont caractérisés et façonnés par leur intégration dans les processus contemporains de concentration économique et politique.

Les parties prenantes déclarent que les nouveaux habitants des villes sont composés de manière disproportionnée de ruraux qui sont partis en raison des pressions environnementales et dont la décision de s'installer en ville était motivée par l'espoir de travailler dans le secteur non agricole.

26 (Wodon, 2014)

et à l'exception des déplacements dus aux catastrophes, la mobilité climatique en tant que phénomène moderne est intrinsèquement liée à l'agriculture et au bien-être des communautés qui dépendent de l'économie de la terre.

Relativement à ce constat, un répondant marocain fait remarquer que dans la province de Zagora, 60 % des jeunes étaient partis ces dernières années suite à la surexploitation et la pollution des ressources en eau et son impact sur l'économie agricole traditionnelle de la zone. Des considérations similaires dans la province voisine de Souss Massa ont incité plusieurs au sein des communautés rurales à abandonner l'exploitation agricole ou l'élevage pour chercher des occupations plus rémunératrices dans des endroits tels qu'Agadir ou Casablanca. Les implications de ces processus, notamment pour ceux qui sont restés sur place, sont étudiées dans la partie suivante.

4.4 Changement climatique et immobilité

La littérature récente sur la mobilité climatique a attiré l'attention sur les populations « immobiles », un groupe des communautés touchées par le climat ou les désastres dont la mobilité est entravée en raison de difficultés financières. Les populations immobiles doivent faire face à l'étendue des dommages causés par les impacts climatiques avec peu d'aide de l'extérieur. Les conclusions préconisent de donner la priorité aux besoins de ces personnes dans le cadre de l'aide climatique et humanitaire²⁷.

En Afrique du Nord, la perception des perturbations climatiques dans les lieux d'origine, mais aussi des conditions et opportunités socioéconomiques dans les zones de destination potentielles, est essentielle pour comprendre en quoi ces obstacles peuvent consister et quelles limitations et contraintes caractérisent les décisions de migration. Ce qui suit décrit de manière non exhaustive les plus importants obstacles perçus dans le contexte des trois pays étudiés.

Facteurs formels de l'immobilité

Les obstacles à la mobilité des personnes dans le contexte du changement climatique sont de plusieurs ordres. Les répondants ont rapporté un ensemble de facteurs économiques qui contribuent de manière objective à restreindre les plans de mobilité et à influencer les mécanismes de prise de décision. Dans la région méditerranéenne, les restrictions légales sur les mouvements internationaux des personnes représentent une contrainte majeure à la mobilité climatique. Les perceptions des canaux de migration légale existants, et leur faible disponibilité pour les migrants peu qualifiés issus des milieux ruraux, expliquent en partie pourquoi la mobilité climatique, lorsqu'elle existe, survient en premier lieu à l'intérieur des frontières nationales. Plus généralement, la quantité de ressources sociales et financières requises pour entreprendre des voyages à l'international, et les risques qui y sont souvent associés, expliquent pourquoi les flux transfrontaliers devraient représenter seulement un fragment des mouvements mondiaux liés au climat.

Dans la région méditerranéenne, les restrictions légales sur les mouvements internationaux des personnes représentent une contrainte majeure à la mobilité climatique.

Les facteurs économiques renvoient à l'absence de moyens financiers permettant aux populations en mouvement de se rendre vers d'autres milieux ruraux ou centres urbains.

27 (Mixed Migration Centre, 2022)



Au Maroc, les répondants ont présenté les barrières linguistiques et l'inadéquation des compétences comme des obstacles sur la voie de la migration des zones rurales vers les zones urbaines. L'exclusion sociale et la xénophobie ont également été mentionnés comme des facteurs pouvant influencer les décisions de migrer. En Tunisie, on estime que la discrimination envers les citoyens des zones rurales affecte l'intégration et les objectifs d'inclusion dans les villes. Dans les communautés conservatrices et traditionnelles en particulier, les centres urbains peuvent sembler peu réceptifs aux aspirations des communautés les plus conservatrices et traditionnelles. Les répondants soulignent l'absence d'une aide sociale disponible dans les lieux de destinations comme un défi souvent perçu et potentiellement dissuasif pour les migrants aspirants.

Les femmes sont notamment exposées aux obstacles à la mobilité interne et internationale. De façon concrète, il est très courant pour les femmes des zones rurales de demander au chef du ménage de leur permettre de réaliser des projets de mobilité, même sur une courte distance. La discrimination liée au sexe et la discrimination basée sur la distinction homme/femme est aussi un facteur dans les lieux de destination. La plupart des études sur la mobilité interne révèlent que les hommes sont généralement les premiers à migrer, suivis plus tard de leurs familles, à condition que la réinstallation initiale ait porté ses fruits²⁸.

Les répondants attirent l'attention sur la nature abusive du travail dans les villes comme un élément dissuasif crucial pour les aspirations de migration. Les habitants ruraux des villes sont souvent confinés au marché du travail informel, car ils n'ont pas les compétences et les réseaux de pairs nécessaires pour accéder à un emploi formel. À ce titre, les émigrants ruraux sont particulièrement vulnérables au regard des conditions de travail du secteur informel et des faibles niveaux de rémunération généralement appliqués. D'autre part, les répondants, ont noté que les émigrés ruraux doivent composer avec des logements insalubres et bondés en raison de leur manque de ressources.

Les habitants ruraux des villes sont souvent confinés au marché du travail informel, car ils n'ont pas les compétences et les réseaux de pairs nécessaires pour accéder à un emploi formel.

Facteurs informels de l'immobilité

Un des arguments avancés concernant les obstacles à la mobilité est l'attachement des différentes communautés, spécialement les communautés rurales, à leurs terres. Selon une recherche antérieure, ce récit abonde dans le cas des communautés qui dépendent de l'agriculture. L'attachement à la terre, dans ses dimensions émotionnelles et affectives, est un facteur négligé bien que critique qui oriente les décisions des personnes à se déplacer.

Selon certains répondants, les décisions de migration dans les zones rurales sont toujours équilibrées avec les considérations relatives aux liens avec le lieu, la culture et les communautés. Très souvent, les liens ancestraux ou transgénérationnels expliquent pourquoi les agriculteurs sont réticents à céder leurs terres, malgré les signes de baisse de la valeur commerciale et/ou les risques climatiques inévitables. Dans les sociétés rurales du monde entier, la terre est profondément associée aux normes et au sentiment d'identité des agriculteurs.

Selon certains répondants, les décisions de migration dans les zones rurales sont toujours équilibrées avec les considérations relatives aux liens avec le lieu, la culture et les communautés.

Au Maroc et en Tunisie, les répondants ont souligné que beaucoup de ceux qui vivent dans des communautés rurales pourraient choisir de ne pas migrer à l'étranger ou dans des

28 (McLean, 2022)

zones urbaines pour éviter de quitter leurs demeures « ancestrales ». Au Maroc, outre les liens affectifs avec la terre, les parties prenantes interrogées ont mentionné l'attachement des jeunes à leurs parents, et en particulier aux personnes âgées, ainsi que les normes sociales relatives à la prise en charge des personnes âgées en tant que devoir. En Égypte, les acteurs interrogés ont mentionné que la migration impliquerait la perte du capital social et des réseaux de soutien, une ressource importante pour ceux qui se trouvent déjà dans des situations de précarité, et que les décisions de migrer sont donc retardées ou reconsidérées, même dans un contexte où les moyens de subsistance sont menacés en raison du changement climatique.

À ce sujet, les répondants ont également fait part du fait que les communautés agricoles pourraient chercher à maintenir leurs titres de propriété foncière même ayant migré vers les villes et sans en avoir tiré profit. Concrètement, l'attachement à la terre et les considérations connexes contribue à mettre en cause la présumée linéarité de la mobilité climatique et conteste l'idée qu'il est inévitable de partir au beau milieu des pressions climatiques. Ce type d'attachement pourrait avoir un effet modérateur sur les projets de migration, en incitant les personnes à rester aussi près que possible de leur région d'origine et mettre en sourdine le désir d'émigrer à l'étranger.

Vulnérabilités résultant de l'immobilité

Les parties prenantes conviennent que les décideurs politiques doivent mettre l'accent sur les besoins des populations les plus vulnérables pour aborder le changement climatique et ses éventuels implications de mobilité. Le sort des populations « piégées » est particulièrement préoccupant compte tenu leur visibilité limitée dans les récits sur le changement climatique tant à l'échelle nationale qu'internationale. Lever le voile sur ces groupes et leurs vulnérabilités particulières est essentiel pour développer des réponses climatiques justes.

Parlant des vulnérabilités, il a été constaté que les jeunes, les femmes et les petites communautés agricoles dans l'ensemble pâtissent le plus du fardeau du changement climatique et sont plus susceptibles de considérer la migration comme une solution. Le revenu représente un autre indicateur de sensibilité climatique, les ménages à faible revenus ayant beaucoup moins de chance de s'adapter aux changements climatiques. Être à l'intersection de ces groupes multiplie naturellement l'exposition et les vulnérabilités qui en résultent.

Les parties prenantes sont d'accord à dire que l'immobilité représente un risque sérieux dans la région, tout particulièrement avec l'intensification et les manifestations de plus en plus tangibles des effets du changement climatique. Les trois pays étudiés devraient encore accueillir près de 80 millions de personnes issues des milieux ruraux, dont 62 millions pour l'Égypte seule²⁹. Les jeunes représentent une part importante de cette population avec les taux de natalité des familles rurales qui dépassent les moyennes nationales. Plusieurs de ces communautés disposent de très peu de moyens pour faire face aux effets du changement climatique et ne peuvent pas s'offrir une meilleure irrigation, des technologies et/ou des engrais qui permettraient de maintenir les rendements agricoles. Comme le résume une partie prenante : « Quand on ne peut pas avoir les moyens d'améliorer ses

Parlant des vulnérabilités, il a été constaté que les jeunes, les femmes et les petites communautés agricoles dans l'ensemble pâtissent le plus du fardeau du changement climatique .

29 (World Bank Data, 2021)

conditions de vie, on ne peut pas se permettre d'émigrer ».

À la lumière des facteurs abordés dans cette partie, la capacité et la volonté des personnes vulnérables de se déplacer, même de manière intentionnelle, fait l'objet de diverses considérations parfois contradictoires. Plus important encore, la présence d'obstacles formels et informels à la mobilité dans le contexte du changement climatique suggère que le rapport entre le climat et la mobilité suggère que la relation entre le climat et la mobilité est beaucoup plus nuancée qu'on ne le dit généralement.

4.5 Réflexions sur les efforts d'adaptation et les tendances migratoires futures

Tel que cela a été mentionné dans divers forums internationaux, l'efficacité des mesures d'adaptation est déterminante pour la réduction des risques climatiques et la protection des populations³⁰. Les informations recueillies dans le cadre de l'étude permettent de présenter des pistes clés relatives aux stratégies d'adaptation dans la région de l'Afrique du Nord. Non seulement l'adaptation est largement considérée comme une priorité dans l'atteinte des ODD dans la région, mais elle atténue aussi l'ampleur des mouvements internes et internationaux résultant des effets du climat.

Non seulement l'adaptation est largement considérée comme une priorité dans l'atteinte des ODD dans la région, mais elle atténue aussi l'ampleur des mouvements internes et internationaux résultant des effets du climat.

En termes d'efforts d'adaptation, les experts évoquent le fait que les stratégies en matière d'agriculture doivent être harmonisées de façon plus cohérente avec les ambitions climatiques par exemple par la promotion d'initiatives visant à l'adaptation au changement climatique. Au Maroc, une partie prenante a insisté sur le besoin de limiter les cultures très exigeantes en eau telles que les pastèques, notamment dans les régions où l'eau devient de plus en plus rare. L'expansion de l'industrie de l'énergie solaire au Maroc a également été présentée comme une mesure d'adaptation majeure qui aidera le pays dans sa transition vers une économie plus verte. Plus généralement, en Tunisie et au Maroc, les parties prenantes ont rappelé le besoin de rationner l'utilisation de l'eau pour ce qui est de l'agriculture et de promouvoir des méthodes d'irrigation durables.

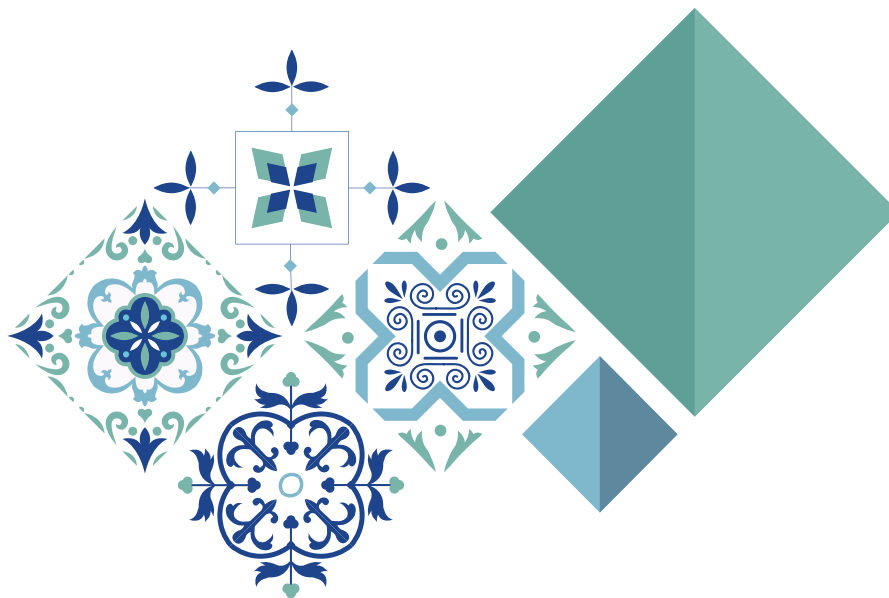
Dans tous les contextes, les parties prenantes confirment l'extrême importance de développer des stratégies d'adaptation fondées sur des solutions menées au niveau local. Pour ce faire, les experts préconisent l'autonomisation des agriculteurs, des pêcheurs et d'autres groupes de professionnels ainsi que leurs communautés à travers des consultations et des processus de décision publique inclusifs et participatifs. Conformément aux observations faites au niveau mondial, ces experts pensent que les institutions doivent mieux intégrer les communautés afin de parvenir aux solutions les mieux adaptées aux contextes.

En ce qui concerne les tendances migratoires futures, certaines parties prenantes ont souligné l'interconnexion de la mobilité dans le contexte du changement climatique. En Égypte, une partie prenante a souligné deux tendances migratoires affectant le pays. Au niveau interne, l'urbanisation augmente la pression sur les infrastructures des villes, qui à son tour affecte également la disponibilité des terres arables. L'expansion non planifiée des villes au détriment des zones agricoles entraîne une augmentation de la migration rurale-

³⁰ (Intergovernmental Panel on Climate Change, 2023)

urbaine, avec davantage de communautés rurales migrant vers les villes à la recherche de meilleures opportunités économiques. Au niveau international, l'Égypte est un important pays d'origine qui abrite de potentiels migrants (dont les motivations en dehors des facteurs économiques, peuvent être plus étroitement liées aux facteurs climatiques). Le pays reçoit également des flux migratoires en provenance de la Corne de l'Afrique, une région plus durement touchée par le changement climatique et l'insécurité alimentaire. Ces deux dynamiques devraient s'intensifier au cours des prochaines années, avec la détérioration des conditions météorologiques affectant les moyens de subsistance³¹.

En Tunisie, les parties prenantes interrogées se sont retenues d'établir un lien entre le changement climatique et les flux migratoires futures. En revanche, une partie prenante a souligné qu'avec la baisse des précipitations et les mauvaises récoltes consécutives dans les zones rurales survenues les années antérieures, la migration accrue des zones rurales vers les zones urbaines ou plus éloignées est probable, sur la base des schémas historiques d'exode rurale. Cette mobilité survient avec en toile de fonds les défis économiques auxquels est le pays est confronté et la réticence de la jeune génération à s'impliquer dans l'agriculture.



31 (World Food Programme and Overseas Development Institute, 2015)

5. Conclusions et recommandations

L'examen des perceptions liées au climat en Égypte, au Maroc et en Tunisie, révèle que la mobilité climatique se soustrait aux évaluations simplistes et catégoriques. Pour cette raison, il est recommandé aux décideurs politiques de la région d'améliorer sans cesse leurs connaissances des changements climatiques, en particulier concernant les groupes vulnérables, et de développer des stratégies tenant compte des questions climatiques pour un développement inclusif et durable. Au regard des conclusions de l'étude, il importe également d'évaluer la perception des personnes sur les effets du climat, la manière dont celle-ci affecte les moyens de subsistance, et la manière dont elle se reflète en dernière analyse dans les aspirations des personnes pour le futur.

Les conclusions sont résumées comme suit :

- La région MENA est hautement exposée aux effets néfastes du changement climatique. Tout particulièrement, la pénurie d'eau est susceptible de s'aggraver en raison de la baisse des précipitations, de l'augmentation des températures et de la pollution des bassins et des cours d'eau. C'est pourquoi on s'attend généralement à ce que l'émigration pour des raisons climatiques s'intensifie ;
- Les recherches antérieures indiquent que la prise de conscience et la perception des risques influencent généralement les processus de prise de décision liée à la mobilité. Il s'agit notamment des risques liés au fait de rester sur place ou de se déplacer ;
- Les efforts de sensibilisation entre les parties prenantes consacrés à l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques portent des fruits : Les indicateurs de sensibilisation sur le changement climatique et de compréhension de ses effets sur les moyens de subsistance sont en hausse dans toute la région et dans les différents groupes démographiques ;
- Néanmoins, les principaux défis liés à la sensibilisation et aux perceptions demeurent : dans les trois pays, les problèmes environnementaux et le changement climatique sont pris en compte de manière isolée. Cette perception erronée affecte la capacité et la volonté des pays à aborder les causes profondes des contraintes écologiques ;
- Les campagnes institutionnelles de sensibilisation sur le climat sont souvent compromises par un ciblage et des moyens de communication inadéquats, ainsi que par des messages mal ciblés. Cela contribue à estomper l'interdépendance entre les efforts d'atténuation du changement climatique et la qualité de vie ;
- Bien que les gens ne mentionnent pas rapidement le climat comme motif de migration, cela ne signifie pas que les conditions climatiques sont exagérées dans le discours public. Au contraire, cela indique un manque d'efforts de contextualisation entre les problèmes économiques et les facteurs environnementaux qui les sous-tendent ;
- Dans le contexte du changement climatique, les personnes en provenance de zones rurales sont les plus enclines à aspirer à se déplacer ou à s'être déplacées à la suite d'événements météorologiques à évolution lente. Cela s'explique par les moyens de subsistance dans les zones rurales qui sont beaucoup plus sensibles aux changements climatiques que ceux des zones urbaines ;
- Les obstacles à l'émigration jouent un rôle déterminant en façonnant les perceptions et les décisions liées à la migration. Ces obstacles sont formels ou informels et varient en fonction du lieu, du statut et du groupe pris en compte ;
- Les femmes sont au même moment plus exposées et plus sensibles aux effets du changement climatique. Toutefois, elles sont confrontées à des obstacles à la mobilité plus importants que les hommes, ce qui mine leur capacité et leurs perspectives d'adaptation au changement climatique ;
- Les personnes vivant dans les zones affectées par le climat font preuve d'un fort attachement à leur terre, à leurs communautés et à leur identité locale. Cet attachement est par conséquent susceptible d'avoir un effet modérateur sur les intentions de migrer en dépit des profondes perturbations socioéconomiques auxquelles on assiste dans les zones rurales.

Les décideurs politiques et les organisations partenaires, dont les parties prenantes intervenant dans le cadre de la sensibilisation et la communication sont invités à promouvoir un échange social propice sur les risques et les impacts résultant du changement climatique dans les pays étudiés. Les efforts devraient surtout se concentrer sur la présentation des ramifications du changement climatique et sa responsabilité dans l'exposition des populations à la pollution de l'air et de l'eau, aux maladies hydriques et affections associées, à la pénurie alimentaire, à l'inflation et aux problèmes de gestion des déchets. À cet égard, l'étude fait les recommandations suivantes :

- Tenir compte des préoccupations et réalités sociales principales du public lors de la conception des campagnes de sensibilisation avec un accent particulier sur les groupes marginalisés et à faible revenu ;
- Refléter la langue, les valeurs culturelles et les modes d'action privilégiés par le groupe cible dans la conception de ces campagnes ;
- S'efforcer d'associer les campagnes comportementales, orientées vers le grand public, aux manifestations quotidiennes du changement climatique, telles que l'accès à l'eau, la santé et les maladies, la qualité de l'air, les pénuries alimentaires, etc. Cela renforcera l'impact des campagnes en fournissant une justification solide, ancrée dans la vie quotidienne ;
- Élaborer une série d'indicateurs clés mesurant la sensibilisation des populations au changement climatique, y compris leur propension à identifier le phénomène comme étant à l'origine des problèmes de pénurie d'eau, etc.

Lorsqu'ils étudient la mobilité liée au climat, il est conseillé aux décideurs politiques et aux organisations partenaires, notamment les organismes de recherche, de renforcer leur approche de l'étude des populations dans les zones à risque, notamment pour mieux mettre en évidence les liens entre le climat, les moyens de subsistance et la mobilité. Il s'agit notamment :

- D'adapter étroitement les questions de l'enquête aux spécificités géographiques et environnementales de l'échantillon et de permettre que les nuances soient exprimées dans les réponses données ;
- D'interroger en priorité les impacts climatiques perçus et leur incidence en termes de revenus et de moyens de subsistance des ménages plutôt que sous l'angle de la mobilité/migration ;
- De consacrer un espace à la collecte des perceptions des populations concernant les barrières (ou obstacles) à la mobilité dans le contexte du changement climatique ;
- De désagréger l'administration et l'analyse de l'enquête en fonction de paramètres pertinents tels que le sexe, l'âge et la zone de résidence.

Plus généralement, les décideurs politiques et leurs partenaires dans le domaine de la migration sont invités à prendre en considération les éléments suivants :

- Investir dans la mesure de la constitution et des caractéristiques des flux de mobilité interne. Des modules dédiés pourraient par exemple être systématiquement intégrés dans les enquêtes nationales sur les ménages ou dans les futures séries de l'initiative HIMS³² ;
- Sensibiliser les ministères de tutelle et les administrations responsables des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural et de la cohésion sociale aux conséquences du changement climatique sur les migrations et la mobilité, en particulier en ce qui concerne les zones rurales et les groupes vulnérables ;
- Élaborer des stratégies globales de résilience pour les zones et les groupes démographiques les plus touchés par le changement climatique, notamment en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation sur mesure et menées au niveau local.

³² Sondage des ménages sur la migration internationale (HIMS).

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/european-neighbourhood-policy/enp-south/med-hims>.



Bibliographie

Abderebbi, M. (2020). *Climate change: Few Moroccans see it as making life worse, feel empowered to fight it*. Afrobarometer.

African Climate Mobility Initiative. (2023). *African Shifts, Voices from the Frontline*. Global Centre for Climate Mobility.

Amara, T., & Abidellaoui, J. (2023, January 11). 'Dangerous' Tunisian droughts threaten food security. Retrieved from Reuters: <https://www.reuters.com/world/africa/dangerous-tunisian-droughts-threaten-food-security-2023-01-11/>

Christofaro, B. (2022, December 14). *Small Morocco punches above its weight on renewables*. Retrieved from Deutsche Welle: <https://www.dw.com/en/morocco-powering-ahead-of-other-african-states-on-renewables/a-64093142>

Climate Chance. (n.d.). *A l'école du climat*. Retrieved from Climate Chance: <https://www.climate-chance.org/bonne-pratique/a-lecole-du-climat/>

Edem E. Selomey, M. Z. (2019). *Experience and Awareness of Climate Change in Africa*. Afrobarometer.

Fawal, F. W. (2022, February 24). *Cascading Climate Effects in the Middle East and North Africa: Adapting Through Inclusive Governance*. Retrieved from Carnegie Endowment for International Peace.

Green, J. (2019). *Environmental Issues in the Middle East and North Africa*. Arab Barometer.

Haut-Commissariat au Plan. (2020). *La Migration Internationale au Maroc*. Haut-Commissariat au Plan, Royaume du Maroc.

Horwood, C. (2023). *Climate and Mobility: Perceptions, attitudes and decision-making: Synthesis of field research findings*. Mixed Migration Centre.

Intergovernmental Panel on Climate Change . (2023). *Synthesis Report of the Sixth IPCC Assessment Report (AR6)*.

Jha, C., Gupta, V., Chattopadhyay, U., & Sreeraman, B. (2018). Migration as adaptation strategy to cope with climate change: a study of farmers' migration in rural India. *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, 121-141.

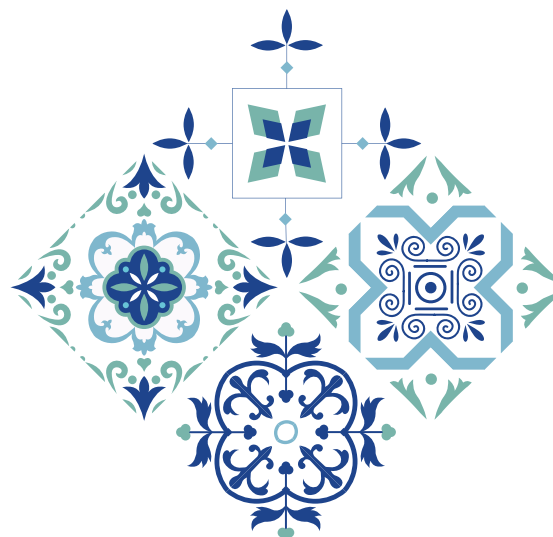
Lubkemann, S. (2008). Involuntary Immobility: On a Theoretical Invisibility in Forced Migration Studies. *Journal of Refugee Studies*, 454-475.

McLean, A. (2022). *Rural Communities and Migration: An Assessment of Migration Factors in the South Mediterranean*. EMM5, ICMPD.

Meddeb, Y. (2022). *Tunisie : Bulletin climatique pays La perspective populaire des changements climatiques en Tunisie*. Tunis: Afrobarometer.

Mixed Migration Centre . (2022). *Climate-related events and environmental stressors roles' in driving migration in West and North Africa*. Mixed Migration Centre.

- Mixed Migration Centre. (2023). *Climate and mobility case study: Alexandria, Egypt: Al Max*. Mixed Migration Centre.
- Parsons , L., & Chann, S. (2019). Mobilising hydrosocial power: climate perception, migration and the small scale geography of water in Cambodia. *Political Geography*.
- Raz, D. (2020, April 20). *Climate Change: A Tertiary Concern for Arab Citizens*. Retrieved from Arab Barometer: <https://www.arabbarometer.org/2020/04/climate-change-a-tertiary-concern-for-arab-citizens/>
- Rutger Willem Hofste, P. R. (2019). *17 Countries, Home to One-Quarter of the World's Population, Face Extremely High Water Stress*. Retrieved from World Ressources Institute.
- Selby, J., & Daoust, G. (2021, June). *Rapid Evidence Assessment on the impacts of climate change on migration patterns*. London, UK: UK's Foreign, Commonwealth and Development Office.
- Selormey, E., Dome, M., Osse, L., & Logan, C. (2019). *Change ahead: Experience and Awareness of climate change in Africa*. Afrobarometer.
- State Information Service. (2020, January 27). *Environment min: Sisi's 'Go Green' initiative. A strong message to environmental issues*. Retrieved from Egyptian State Information Service : <https://www.sis.gov.eg/Story/143542/Environment-min-Sisi's-'Go-Green'-initiative-strong-message-that-environment-issues?lang=en-us>
- The Conversation. (2021, October 27). *Africa's first continent-wide survey of climate change literacy finds education is key*. Retrieved from The Conversation: <https://theconversation.com/africas-first-continent-wide-survey-of-climate-change-literacy-finds-education-is-key-169426>
- Wehrey, F., & Fawal, N. (2022). *Cascading Climate Effects in the Middle East and North Africa: Adapting Through Inclusive Governance*. Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace.
- Wodon, Q. a. (2014). *Climate Change, Migration, and Adaptation in the MENA Region*. World Bank.
- World Bank Data. (2021). *World Bank staff estimates based on the United Nations Population Division's World Urbanization Prospects: 2018 Revision*. Retrieved from World Bank Data: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URU.TOTL?locations=AF-MA-EG-TN>
- World Food Programme and Overseas Development Institute. (2015). *Food in an Uncertain Future: The impacts of Climate Change on Food Security and Nutrition in the Middle East and North Africa*.



ICMPD Regional Office for the Mediterranean

Europa Centre, 2nd floor
John Lopez Street
Floriana, FRN 1400
Malta
Tel: +356 277 92 610



Euromed Migration



@EUROMEDMigr



emm5team@icmpd.org



www.icmpd.org/emm5

